



Investir en agriculture : une clé pour renforcer le pouvoir des femmes et accroître la résilience face au climat

Les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 menacent de transformer une crise sanitaire en crise alimentaire mondiale.

Pour beaucoup trop d'humains, se nourrir chaque jour dépend du revenu quotidien ; si on reste chez soi, on meurt de faim. Les femmes souffrent davantage de l'insécurité alimentaire, mais, comme toujours, elles se trouvent sur la ligne de front pour répondre à la crise.

Dans les pays les moins développés, près de 80 % des femmes produisent des aliments pour elles-mêmes et leur famille. Et pourtant, elles reçoivent systématiquement les terres plus pauvres, elles ont moins accès à la formation, à l'équipement, à la technologie et aux marchés que les hommes. Qui plus est, elles sont responsables du travail non rémunéré, c'est-à-dire de préparer les repas, d'aller chercher l'eau et de s'occuper des enfants et des aînés.

Une coalition d'organismes canadiens de développement international vient de produire une étude qui démontre que l'appui à l'agriculture peut repousser une crise alimentaire mondiale et faire en sorte d'être mieux préparés face aux crises à venir. En effet, c'est en appuyant financièrement des projets agricoles, qui mettent l'accent sur le renforcement du pouvoir des femmes et la résilience face au climat, que le Canada peut le mieux contribuer à rendre possible un avenir plus résilient pour tous.

De puissants exemples

« Les programmes agricoles qui mettent l'accent sur le renforcement du pouvoir des femmes et des filles peuvent changer des vies de manière radicale. Notre recherche en a mis en évidence de puissants exemples », affirme Carol Thiessen, Conseillère principale des politiques à la Banque canadienne de grains et responsable de la coordination de ce projet de recherche pour le Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire (GRSA). « Les femmes étaient mieux en mesure de se nourrir et de nourrir leur famille, elles ont acquis une plus grande indépendance financière, et elles ont gagné en influence dans leur communauté. »

Le groupe de réflexion, qui comprend plus de 30 organisations, a commandé cette étude de six projets agricoles en Afrique de l'Ouest. Il s'agit d'une région vulnérable aux chocs climatiques et à l'instabilité politique et économique. Dans le cadre de ces projets, les femmes ont reçu une formation sur les techniques agricoles résilientes face au climat et sur des moyens de subsistance alternatifs. Elles ont également reçu de l'aide pour fonder des groupes d'épargne et de crédit. Même une fois les projets terminés, les communautés continuaient d'en bénéficier.

Hannah Anafo habite le nord du Ghana. Dans sa région, la hausse des températures et les précipitations irrégulières menacent les moyens de subsistance des habitants. Jusqu'à tout récemment, elle avait du mal à nourrir sa famille avec le millet, le riz et les arachides qu'elle cultivait durant la saison des pluies. Pendant la saison sèche, elle n'avait aucune source de revenus.

Mais en 2012, Hannah s'est jointe aux 21 000 agriculteurs (dont 70 % étaient des femmes) qui ont participé au programme RESULT, un projet de six ans et de 19 M \$ mis en œuvre par la Société canadienne pour nourrir les enfants avec l'appui financier du gouvernement du Canada. Le projet a permis de former les agriculteurs sur une gamme de pratiques agricoles durables pour améliorer leur résilience face au climat — par exemple, la pratique de la pisciculture dans des réservoirs d'eau situés à proximité.

Il n'y a pas si longtemps, au Ghana, on considérait la pisciculture comme une activité réservée aux hommes. Les sessions de formation ont toutefois permis à ces derniers de constater qu'il y avait des avantages à ce que les femmes génèrent leurs propres revenus.

« Avec de la sensibilisation, les hommes ont commencé à comprendre », rappelle Amanda Anipu, une responsable du projet. Plusieurs femmes rapportent que leur mari contribue maintenant aux tâches domestiques et aux soins des enfants pendant qu'elles-mêmes s'occupent de tâches rémunératrices.

Six ans plus tard, Hannah pratique encore la pisciculture même si le projet s'est terminé en 2018. Elle est à la tête d'un groupe de pisciculteurs et a gagné en influence dans sa communauté. « Avant ce projet, la plupart d'entre nous n'avions pas la confiance nécessaire pour parler en public », dit-elle. « Mais maintenant, je participe volontiers à de grands rassemblements où je communique facilement. »

Des voix plus fortes et un pouvoir décisionnel accru

Dans les communautés associées aux projets, les femmes ont une voix plus forte et un plus grand pouvoir décisionnel. Autrefois, à Simbadougou dans le nord du Burkina Faso, seuls les hommes étaient invités aux réunions avec les professeurs d'école ou avec les responsables du gouvernement.

« Maintenant, les femmes parlent aussi », dit Bintou Dramé, une participante au projet agricole organisé par Mission inclusion.

Dans le nord du Ghana, le projet Meilleures opportunités pour les femmes en milieu rural (GROW), mené par l'organisme MEDA, a permis aux femmes de travailler collectivement pour obtenir un meilleur accès aux terres et pour avoir une voix au chapitre.

« Grâce aux formations du projet GROW, je peux maintenant partager avec mon groupe ce que j'ai appris. J'ai davantage confiance et je suis fière », affirme Alifatou Zakaria, une participante.

En Sierra Leone, le projet SATISFY de Vision mondiale a formé les femmes à la culture durable du riz tout en encourageant la production collective pour leur permettre d'obtenir des rendements plus importants. Avec de meilleures récoltes, elles ont pu cibler les plus grands marchés. Les femmes ont aussi lancé des groupes d'épargne et de crédit afin de mettre en commun leur épargne et d'obtenir des prêts à faible taux d'intérêt. Elles se rencontrent encore régulièrement même si le projet a pris fin il y a quelques années.

Grâce à ce programme de même qu'aux revenus supplémentaires et aux prêts qu'il lui a permis d'obtenir, Tianga Kamara a pu subvenir aux besoins des huit membres de sa famille. Elle a même été en mesure d'envoyer un de ses fils aux études en médecine. « Sans ce groupe, il ne serait pas à l'université », conclut-elle.

« Les projets agricoles peuvent renforcer des communautés et changer les normes sociales », affirme Virginie Levasseur, coprésidente du Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire et directrice du Programme Afrique chez SOCODEVI, un organisme québécois dédié au développement international.

L'aide pour l'agriculture diminue

Enfin, l'étude a fait l'analyse des dépenses consacrées par le Canada à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans le cadre de son budget d'aide au développement. Cette analyse met en évidence leur déclin constant au cours de la dernière décennie. De 2015 à 2019 seulement, la valeur de l'aide canadienne pour l'agriculture a chuté de 24 %, passant de 390 M \$ à 295 M \$.

« Avec la COVID-19 et son impact potentiel sur la faim dans le monde, nous arrivons à un moment charnière. Plus que jamais, nous devons appuyer des projets agricoles qui mettent l'accent sur les femmes », conclut Virginie Levasseur.

Josiah Neufeld est un auteur indépendant. Cet article a été commandé par le Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire. Pour lire le rapport, suivez ce lien :